SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 2 MARS 1866.

Rapport de la Commission de la Justice sur le Titre 10, Livre II du Code pénal.

(Voir les pièces désignées aux N° 19, 22, 23, 34, 37, 58 et 72, session 1862-1863, le N° 35, session 1864-1865, et les N° 32, 35, 37, 45, 47, 50, 53, 54, 55 et 58, session 1865-1866 du Sénat.)

Présents : MM. le Baron d'ANETHAN, le Baron DELLAFAILLE, PIRMEZ, le Comte DE ROBIANO, le Baron DE RASSE, GHELDOLF, SACQUELEU, et LONHIENNE, Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Ce titre forme le 4^{me} Livre du Code Pénal de 1810, qu'il s'agit de réviser.

De toutes les matières du Projet entier, le Titre X, qui fait l'objet du présent rapport, est le moins important, puisqu'il ne concerne que des infractions ne donnant lieu qu'à des peines de simple police qui, en général, ont peu de gravité.

Néanmoins, la fréquence, la multiplicité des actes de cette nature qui se présentent journellement, demandent que vous y apportiez toute votre attention.

En outre, les peines comminées par les dispositions de ce titre, quoique assez minimales, ont une importance relative. Il est, en effet, tel individu à qui une condamnation à une peine de simple police ne ferait qu'effleurer la moralité, tandis qu'il en est d'autres qui s'en trouveraient sensiblement affectés.

On est assez d'accord que les dispositions du Code Pénal de 1810 sont en général trop rigoureuses; et, dans le Projet de révision de ce Code, on a cherché à les adoucir. S'il en est ainsi pour les dispositions qui s'appliquent aux crimes et aux délits, il doit en être de même, dans une juste proportion, pour celles qui concernent les contraventions. Cependant on remarque dans le Projet quelques légères aggravations d'amende et d'emprisonnement.

Néanmoins, le Projet primitif amendé, révisé, et tel qu'il nous a été transmis par la Chambre des Représentants, paraît à votre Commission de la Justice présenter de notables améliorations.

Quelques dispositions qui se trouvaient dans des lois spéciales ont été introduites dans le Projet. Mais on aurait pu encore y faire entrer beaucoup

d'autres, éparses dans plusieurs lois anciennes, qui, pour pouvoir être appliquées, nécessitent des recherches qu'il conviendrait d'éviter.

C'est ainsi qu'on aurait pu insérer dans l'une ou l'autre des catégories de contraventions du présent titre, les faits ci-après prévus par les dispositions encore en vigueur, de la loi sur la police rurale du 6 octobre 1791, titre 11.

1° Le fait d'allumer du feu dans les champs à certaine distance des maisons, bois, bruyères, vergers, haies, meules de grains, de paille ou de foin. Art. 10.

2° L'abandon de bestiaux de toute espèce sur les propriétés d'autrui. Art. 12.

3° La négligence d'enfouir les bestiaux morts, même sans maladie. Art. 13.

4° L'inondation de l'héritage d'autrui. Art. 15.

5° Le fait d'avoir coupé des branches de haies vives, enlevé des bois secs des haies. Art. 17. Cette disposition n'est pas reproduite en entier dans le n° 2 de l'art. 637 du Projet.

6° L'abandon de chèvres dans les lieux qui ne sont assujettis ni au parcours, ni à la vaine pâture, etc., etc. Art. 18.

7° La conduite, par les pâtres et bergers, de leurs troupeaux dans les champs moissonnés et ouverts, avant deux jours après la récolte entière. (Art. 22.)

8° Le pâturage d'animaux atteints de maladie contagieuse sur les terres du parcours ou de la veine pâture. (Art. 23.)

9° Le n° 2 de l'art. 635 du Projet reproduit l'art. 24 de la loi de 1791.

10° L'art. 26, qui concerne la garde à vue des bestiaux dans les récoltes d'autrui, a été réservé aux Tribunaux correctionnels, par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} mai 1849 ; pourquoi cette disposition n'est-elle pas reproduite dans le titre IX du Projet ?

11° Le maraudage des productions de la terre non encore détachées du sol, prévu par l'art. 54 de la loi de 1791, est reproduit au n° 8 de l'art. 631 du Projet ; mais le maraudage avec paniers ou sacs, etc., dans les champs ouverts, prévu par l'art. 55, n'est pas reproduit dans le nouveau Code pénal.

12° Il en est de même de l'enlèvement du fumier ou autres engrais portés sur les terres, puni par l'article 55 de la loi de 1791.

Tous ces faits seront-ils des vols, ou resteront-ils des contraventions ? Il faudrait le dire.

13° Les faits prévus par les art. 56, 57 et 58 de la loi rurale de 1791, réservés au tribunal correctionnel par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} mai 1849, ne sont pas reproduits dans le Projet de révision. Ne serait-ce pas le moment de les comprendre dans une loi générale ?

14° La dégradation des chemins publics, prévue par l'art. 40 de la loi de 1791, est prévue de nouveau par la loi du 10 avril 1841, sur les chemins vicinaux ; mais rien n'empêcherait de prévoir ce fait et d'autres du même genre dans le Code pénal révisé ; cela éviterait la peine de recourir à des lois particulières.

15° L'art. 42 de la loi de 1791 est reproduit dans l'art. 635 du Projet de révision.

Pourquoi n'en fait-on pas autant des autres dispositions que l'on veut maintenir ? Et si on ne veut pas les maintenir, il faudrait l'énoncer.

16° L'enlèvement de gazons, terres, pierres, etc. des chemins publics, sans

autorisation, prévu par l'art. 44 de la loi de 1791, devrait, semble-t-il, être prévu par le nouveau Code pénal.

Pourquoi n'y a-t-on pas inséré les dispositions contre les infractions aux lois sur la grande voirie, le roulage, les barrières, les poids et mesures, dont les Juges de paix connaissent en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} mai 1849?

Continueront-ils à en connaître en vertu du Code pénal révisé? En sera-t-il de même du vagabondage et de la mendicité, réglés par les art. 336 à 391 du Code pénal révisé?

C'est une anomalie : si ces faits méritent des peines correctionnelles, pourquoi les soumettre à la juridiction des Juges de paix?

Ne serait-il pas convenable de bien fixer, une fois pour toutes, l'étendue de la compétence des Juges de paix en matière pénale, et de ne pas leur donner le droit, dans certains cas (art. 2 de la loi du 1^{er} mai 1849), de prononcer des amendes de 200 fr., tandis que, d'après l'art. 50 du Code pénal révisé, l'amende pour contravention ne peut excéder 25 fr.?

Quand à l'emprisonnement, pourquoi, en vertu du même art. 2 de la loi du 1^{er} mai 1849, le Juge de paix peut-il infliger 8 jours de prison; tandis qu'aux termes de l'art. 59 du Code pénal révisé, l'emprisonnement pour *contravention* ne peut excéder 7 jours.

Ne conviendrait-il pas que les Juges de paix ne pussent infliger d'autres peines que celles de simple police, et que tous les actes que l'on veut punir de peines supérieures soient jugés par les tribunaux correctionnels, à moins d'un renvoi par la Chambre du Conseil, admettant les circonstances atténuantes.

Après ces considérations générales, nous arrivons à l'examen des articles.

CHAPITRE I^{er}.

DES CONTRAVENTIONS DE 1^{re} CLASSE.

Un membre de la Commission a émis l'idée de ne faire qu'une seule classe de toutes les contraventions, et de les punir indistinctement des peines de simple police : l'amende ou l'emprisonnement, selon la gravité des cas. Dans le doute si cette idée aurait chance d'être accueillie, il s'est borné à l'énoncer, et n'a pas proposé d'amendement.

Quoi qu'il en soit, il a semblé à Votre Commission que la gradation suivie dans les quatre classes de contraventions mérite d'être conservée.

D'après les observations qui précèdent, voici comment les articles amendés seraient rédigés :

Les art. 625 et 626 n'en formeraient plus qu'un, avec une même série de numéros.

L'article 626 serait donc supprimé et les deux séries des numéros n'en feraient qu'une, de 1^o à 15^o.

Le n^o 2 de l'art. 625, amendé, serait rédigé comme suit :

« Ceux qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé. »

Au n^o 4, du même article, un membre a proposé, et Votre Commission a admis la rédaction suivante :

« Ceux qui, sans nécessité ou sans permission de l'autorité compétente, »
» auront embarrassé les rues, les places, ou toutes autres parties de la voie
» publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres
» objets quelconques, soit en y creusant des excavations. »

Le n° 5, amendé, n'a pas été admis par Votre Commission, qui a maintenu l'article du Projet.

Au n° 2 de l'art 626, devenu le n° 9 de l'art. 625, un membre a proposé avec raison d'ajouter *les échelles* à la série d'instruments mentionnés audit numéro. Ce qui est admis par Votre Commission.

A l'art. 628, un membre a proposé, et Votre Commission a admis la rédaction suivante :

« En cas de récidive, et de toute récidive ultérieure, l'emprisonnement »
» pourra être porté d'un à cinq jours, au plus, indépendamment de
» l'amende. »

CHAPITRE 2.

CONTRAVENTION DE 2^e CLASSE.

La Commission propose de réunir les art. 629 et 630 en un seul, qui formera l'art. 629. Au n° 4^o remplacer les mots *en l'absence*, par ceux à *défaut*.

A l'art. 631, n° 1^o, la Commission propose de substituer le mot *produit* au mot *fruit*, cette expression étant plus générale.

Au n° 2 du même article, Votre Commission propose de retrancher la phrase *ou dans un bois taillis appartenant à autrui*; le fait étant prévu par les art. 166 et 168 du Code forestier.

ART. 652.

Un membre propose la rédaction suivante, qui est adoptée par la Commission :

« En cas de récidive des contraventions prévues par l'article précédent, la »
» peine d'emprisonnement pourra, indépendamment de l'amende, être portée
» à sept jours. »

Le reste de l'article comme au Projet.

CHAPITRE III.

DES CONTRAVENTIONS DE 3^e CLASSE.

ART. 655.

1^o Votre Commission propose de rédiger ce paragraphe comme suit :

« Ceux qui se seront rendus coupables de bruits injurieux ou tapage de nature à troubler la tranquillité des habitants. »

(3)

ART. 636.

2° Elle propose également d'ajouter après le mot prairies, ceux-ci : *naturelles où*. Ainsi la phrase serait rédigées comme suit :

2° Ceux qui mèneront sur le terrain d'autrui des bestiaux de quelque espèce qu'ils soient, et à quelque époque que ce soit, dans les prairies *naturelles où* artificielles, dans les vignes, oseraies . . . etc. Le reste comme au Projet.

La Commission propose de remplacer le § 2, par la rédaction ci-après :

« En cas de récidive, la peine d'emprisonnement pourra, indépendamment de l'amende, être portée à sept jours. »

CHAPITRE IV.

DES CONTRAVENTIONS DE 4^e CLASSE.

ART. 637.

La Commission propose d'ajouter un n° 6 et de dire :

« Ceux qui auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui. »

Elle propose également d'ajouter un n° 7, et de dire :

« Ceux qui auront détruit ces mêmes propriétés. »

ART. 639.

La Commission propose d'ajouter la fin de l'article :

« S'il y a eu provocation, le minimum de la peine sera appliqué. »

L'art. 642 est le dernier du Projet du Code pénal révisé. Il consacre le système des circonstances atténuantes appliqué aux contraventions prévues dans les quatre chapitres du titre X, livre II, du présent Projet. C'est l'application aux contraventions de l'art. 463 du Code pénal de 1810, qui n'était applicable qu'aux délits. C'était une lacune que l'art. 642 a pour objet de combler.

Le Président-Rapporteur,
LONHIENNE.

PROJET
adopté par la Chambre des Représentants.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,
A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE X.

DES CONTRAVENTIONS.

CHAPITRE PREMIER.

des contraventions de première classe.

ART. 625.

Seront punis d'une amende d'un franc à dix francs :

1° Ceux qui auront négligé d'entretenir, de réparer ou de nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage de feu ;

2° Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé ;

3° Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ;

4° Ceux qui auront embarrassé les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations, le tout sans nécessité, ou sans permission de l'autorité compétente ;

5° Ceux qui, en contravention aux lois et règlements, auront négligé d'éclairer les matériaux, les échafaudages ou les autres objets quelconques qu'ils ont déposés ou laissés dans les rues, places ou autres parties de la voie publique, ou les excavations qu'ils y ont creusées ;

6° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ;

7° Ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative de réparer ou démolir des édifices menaçant ruine.

ART. 626.

Seront aussi punis d'une amende d'un franc à dix francs :

1° Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;

AMENDEMENTS
proposés par la Commission du Sénat.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,
A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE X.

DES CONTRAVENTIONS.

CHAPITRE PREMIER.

Des contraventions de première classe.

ART. 625 et 626 (réunis).

Seront punis d'une amende d'un franc à dix francs :

1° Ceux qui auront négligé d'entretenir, de réparer ou de nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage de feu ;

2° Ceux qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé ;

3° Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ;

4° Ceux qui, sans nécessité ou sans permission de l'autorité compétente auront embarrassé les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations.

5° Ceux qui, en contravention aux lois et règlements, auront négligé d'éclairer les matériaux, les échafaudages ou les autres objets quelconques qu'ils ont déposés ou laissés dans les rues, places ou autres parties de la voie publique, ou les excavations qu'ils y ont creusées ;

6° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ;

7° Ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative de réparer ou démolir des édifices menaçant ruine.

8° Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;

9° Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics ou dans les champs, des coutres de charue, pinces, barres, barreaux échelles ou autres machines,

2° Ceux qui auront laissé dans les rucs, chemins, places, lieux publics ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines, instruments ou armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs ;

Seront, en outre, saisis et confisqués, les objets ci-dessus mentionnés ;

3° Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins, où ce soin est prescrit par les lois ou les règlements ;

4° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli et mangé sur le lieu même des fruits appartenant à autrui ;

5° Ceux qui, imprudemment, auront jeté des immondices sur quelque personne.

ART. 627.

Seront punis d'une amende d'un franc à dix francs et d'un emprisonnement d'un jour à trois jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui auront violé la défense de tirer en certains lieux des armes à feu ou des pièces d'artifice quelconques ;

Seront, en outre, confisquées les armes à feu et pièces d'artifice saisies ;

2° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront glané, ratelé ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ;

3° Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés et auront passé sur le terrain ou sur une partie du terrain d'autrui s'il est ensemencé.

4° Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte.

ART. 628.

En cas de récidive, l'emprisonnement d'un jour à trois jours pourra être prononcé, indépendamment de l'amende pour toutes les contraventions prévues par le présent chapitre.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, dans le cas d'une seconde récidive et de toute récidive ultérieure, prononcer outre l'amende un emprisonnement de cinq jours.

instruments ou armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs ;

Seront, en outre, saisis et confisqués, les objets ci-dessus mentionnés ;

10° Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par les lois ou les règlements ;

11° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli et mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ;

12° Ceux qui, imprudemment, auront jeté des immondices sur quelque personne.

ART. 627.

Comme au Projet.

ART. 628.

En cas de récidive, et de toute récidive ultérieure, l'emprisonnement pourra être porté d'un à cinq jours, au plus, indépendamment de l'amende.

CHAPITRE II.

Des contraventions de deuxième classe.

ART. 629.

Seront punis d'une amende cinq francs à quinze francs, les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons ou d'appartements garnis, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons.

Ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux bourgmestres, échevins, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet ;

Le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'art. 63 du présent Code, relativement aux crimes et aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits.

ART. 630.

Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs :

1° Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture confiés à leurs soins dans l'intérieur d'un lieu habité ;

2° Ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces ;

3° Ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage ;

4° Ceux qui, en l'absence de convention contraire, auront refusé de recevoir les monnaies non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours légal en Belgique ;

5° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans le cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire.

ART. 631.

Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs et d'un emprisonnement d'un

CHAPITRE II.

Des contraventions de deuxième classe.

ART. 629 et 630 (réunis).

Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs, les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons ou d'appartements garnis, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualité, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons.

Ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux bourgmestres, échevins, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet ;

Le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'art. 63 du présent Code, relativement aux crimes et aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits.

Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs :

1° Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture confiés à leurs soins dans l'intérieur d'un lieu habité ;

2° Ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces ;

3° Ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage ;

4° Ceux qui, à défaut, de convention contraire, auront refusé de recevoir les monnaies non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours légal en Belgique ;

5° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans le cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire.

ART. 631.

Seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs ou d'un emprisonnement d'un

jour à quatre jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés sur le terrain d'autrui et y auront passé, ou fait passer leurs chiens dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité ;

2° Ceux qui auront fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé de récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui ;

3° Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auront contrevenu aux réglemens par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge, et de leurs voitures, et en état de les guider et conduire ; d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins ;

4° Ceux qui auront contrevenu aux réglemens ayant pour objet, soit la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux, soit la solidité des voitures publiques, le mode de leur chargement, le nombre et la sûreté des voyageurs ;

5° Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ;

Seront en outre saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs ;

6° Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures suspendues, les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins et enclos ;

7° Ceux qui dans les lieux dont ils sont propriétaires, locataires, colons, fermiers, usufruitiers ou usagers, auront volontairement et sans nécessité tué ou gravement blessé un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'art. 615 ;

8° Ceux qui auront dérobé des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol ;

Si le fait a été commis, soit pendant la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de

jour à quatre jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés sur le terrain d'autrui et y auront passé ou fait passer leurs chiens dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de raisins ou autres *produits* mûrs ou voisins de la maturité ;

2° Ceux qui auront fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé de récolte, en quelque saison que ce soit ;

3° Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auront contrevenu aux réglemens par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge, et de leurs voitures, et en état de les guider et conduire ; d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins ;

4° Ceux qui auront contrevenu aux réglemens ayant pour objet, soit la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux, soit la solidité des voitures publiques, le mode de leur chargement, le nombre et la sûreté des voyageurs ;

5° Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ;

Seront en outre saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries, ainsi que des enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs ;

6° Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures suspendues, les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins et enclos.

7° Ceux qui, dans les lieux dont ils sont propriétaires, locataires, colons, fermiers, usufruitiers ou usagers, auront volontairement et sans nécessité tué ou gravement blessé un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'art. 615.

8° Ceux qui auront dérobé des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol.

Si le fait a été commis, soit pendant la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit enfin par deux ou plusieurs personnes il sera puni conformément à l'art. 525.

charge. soit enfin par deux ou plusieurs personnes, il sera puni conformément à l'art. 523.

ART. 632.

La peine de l'emprisonnement d'un jour à quatre jours pourra être prononcée, indépendamment de l'amende, en cas de récidive, pour toutes les contraventions mentionnées au présent chapitre.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, dans le cas d'une seconde récidive et de toute récidive ultérieure, prononcer outre l'amende un emprisonnement de sept jours au plus.

CHAPITRE III.

Des contraventions de troisième classe.

ART. 633.

Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs :

1° Ceux qui, hors les cas prévus par le chap. III, tit. IX du présent Code, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;

2° Ceux qui auront causé la mort ou la blessure grave des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

3° Ceux qui, par imprévoyance ou défaut de précaution, auront involontairement causé les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;

4° Ceux qui auront causé les mêmes accidents, par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage.

ART. 634.

Seront aussi punis d'une amende de dix francs à vingt francs :

1° Ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches légalement apposées ;

ART. 632.

§ 1^{er}. En cas de récidive des contraventions prévues par l'article précédent, la peine d'emprisonnement pourra, indépendamment de l'amende, être portée à sept jours.

§ 2. Comme au Projet.

CHAPITRE III.

Des contraventions de troisième classe.

ART. 633.

Comme au Projet.

ART. 634.

Comme au Projet.

2° Ceux qui, dans les lieux appartenant au domaine public, de l'État, des provinces ou des communes, auront enlevé des gazons, terres, pierres ou matériaux, sans y être dûment autorisés.

ART. 635.

Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs et d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants ;

2° Ceux qui mèneront sur le terrain d'autrui des bestiaux, de quelque espèce qu'ils soient et à quelque époque que ce soit, dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, houblonnières, et dans les plans ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres, faits de main d'homme ;

3° Ceux qui auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés ou corrompus ;

4° Ceux qui, sans l'intention frauduleuse exigée par l'art. 565, n° 1, auront vendu, débité ou exposé en vente des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires falsifiés.

Les comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus ou falsifiés qui seront trouvés en la possession du coupable, seront saisis et confisqués ;

S'ils peuvent servir à un usage alimentaire, ils seront mis à la disposition du bureau de bienfaisance de la commune où le délit a été commis ; sinon le tribunal ordonnera qu'ils seront détruits ou répandus ;

5° Ceux qui auront de faux poids, de fausses mesures ou de faux instruments de pesage dans leurs magasins, boutiques ou ateliers, ou dans les halles, foires ou marchés.

ART. 636.

La peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus pourra être prononcée, pour récidive, indépendamment de l'amende, pour toutes les contraventions mentionnées au présent chapitre.

En ce qui concerne les contraventions prévues par l'article précédent, le juge pourra, dans le cas d'une seconde récidive et de toute récidive ultérieure, prononcer, outre l'amende, un emprisonnement de neuf jours au plus.

ART. 635.

Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs et d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Ceux qui se seront rendus coupables de bruits injurieux ou tapage de nature à troubler la tranquillité des habitants ;

2° Ceux qui mèneront sur le terrain d'autrui des bestiaux, de quelque espèce qu'ils soient, et à quelque époque que ce soit, dans les prairies naturelles ou artificielles, dans les vignes, oseraies...

Le reste comme au Projet.

ART. 636.

§ 1^{er}. Comme au Projet.

§ 2. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement pourra, indépendamment de l'amende, être portée à sept jours.

CHAPITRE IV.

Des contraventions de quatrième classe.

ART. 637.

Seront punis d'une amende de quinze francs à vingt-cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes. Seront saisis et confisqués les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprètes des songes;

2° Ceux qui auront volontairement dégradé des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites;

3° Les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'il n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller;

4° Celui qui aura volontairement et sans nécessité tué ou gravement blessé soit un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'art. 615, soit un animal apprivoisé, dans un lieu autre que celui dont le maître de l'animal ou le coupable est propriétaire, locataire fermier, usufruitier ou usager;

5° Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des fils, poteaux ou appareils télégraphiques.

ART. 638.

Les peines d'emprisonnement et d'amende portées par l'article précédent pourront être prononcées cumulativement ou séparément contre ceux qui se seront rendus coupables d'actes de cruauté ou de mauvais traitements excessifs envers les animaux, et notamment envers les bêtes de trait, de charge ou de monture.

ART. 639.

Les imputations calomnieuses ou diffamatoires et les injures qui ne rentrent point dans les dispositions du chap. V, titre VIII, seront punies d'une amende de quinze francs à vingt-

CHAPITRE IV.

Des contraventions de quatrième classe.

ART. 637.

Comme au Projet, en ajoutant un n° 6 ainsi conçu :

6° *Ceux qui auront détruit ces mêmes propriétés.*

ART. 638.

Comme au Projet.

ART. 639.

Les imputations calomnieuses ou diffamatoires et les injures qui ne rentrent point dans les dispositions du chap. V, titre VIII, seront punies d'une amende de quinze francs à vingt-

cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 640.

Dans le cas d'une seconde récidive et de toute récidive ultérieure, les tribunaux de police seront autorisés à prononcer, indépendamment de l'amende, un emprisonnement pendant douze jours au plus.

Dispositions communes aux quatre chapitres précédents.

ART. 641.

Il y a récidive, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent, lorsque le contrevenant a déjà été condamné pour la même contravention, dans les douze mois précédents.

Néanmoins, dans les cas prévus à l'art. 631, n° 5, il y aura récidive, quelle que soit l'époque où la seconde contravention a été commise, et le coupable pourra être condamné par le tribunal de simple police à un emprisonnement de huit jours à quinze jours et à une amende de vingt-six francs à deux cents francs.

ART. 642.

Lorsque, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent, il existe des circonstances atténuantes, l'amende pourra être réduite au-dessous de cinq francs, sans qu'elle puisse, en aucun cas, être inférieure à un franc.

cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a eu provocation, le minimum de la peine sera appliqué.

ART. 640.

Comme au Projet.

Dispositions communes aux quatre chapitres précédents.

ART. 641.

Comme au Projet.

ART. 642.

Comme au Projet.